

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

# « Tant qu'il n'y aura pas la paix en Palestine, il n'y aura pas la sécurité en Israël »

Tatiana Salvan

**Vendredi 16 mai, Xavier Bettel a tenu une conférence de presse pour faire le point sur la position luxembourgeoise concernant le conflit israélo-palestinien. Si la reconnaissance de la Palestine n'est pas à l'ordre du jour, le ministre des Affaires étrangères a une nouvelle fois insisté sur l'urgence d'un cessez-le-feu et fait part de sa volonté d'« accroître la pression » sur l'État hébreu, qui « n'écoute plus ».**

Au cours d'une conférence de presse inattendue, le 16 mai, soit deux jours avant l'annonce par Benjamin Netanyahu du lancement de l'opération « Chariots de Gédéon » sur Gaza, Xavier Bettel a réaffirmé la position du Luxembourg sur le conflit israélo-palestinien. Le chef de la diplomatie luxembourgeoise, qui s'est déjà rendu à quatre reprises en Israël et en Palestine depuis le début du conflit, a paru visiblement affecté par la situation humanitaire à Gaza. « Je l'ai dit à maintes reprises, et je le dis encore aujourd'hui : ce que fait l'armée israélienne à Gaza ne relève plus depuis longtemps de la légitime défense. Cela n'est plus conforme aux lois de la guerre, qui exigent une certaine proportionnalité et la protection des civils. Le 18 mars, des frappes ont tué 436 personnes, dont 183 enfants. Ce n'étaient pas 436 terroristes, et certainement pas le cas pour ces 183 enfants », a-t-il déclaré, qualifiant Gaza de « cimetière à ciel ouvert ». « La population civile souffre d'une faim aiguë. Or, la famine comme arme de

guerre est également interdite par le droit international. Une population entière de deux millions de personnes est punie collectivement pour les actions du Hamas. Avons-nous vraiment besoin de répéter une fois de plus qu'un cessez-le-feu est indispensable ? »

« Ce que fait actuellement le gouvernement israélien est injustifiable », a-t-il ajouté. Les autorités israéliennes « nous expliquent que c'est parce que le Hamas n'est toujours pas détruit. Mais ils ont éliminé ses dirigeants. Le Hamas est aussi une idéologie, ce n'est pas évident de le détruire dans son ensemble. (...) Au contraire, à cause de la situation actuelle, nous risquons de pousser les jeunes encore plus loin dans l'extrémisme, [nous risquons de les pousser] à soutenir le Hamas », a-t-il alerté. « Nous devons non seulement maintenir, mais aussi accroître, la pression sur Israël, en tant que communauté internationale. (...) Tant qu'il n'y aura pas la paix en Palestine, il n'y aura pas la sécurité en Israël. Il faut que les Israéliens le comprennent », a appuyé le chef de la diplomatie.

En dépit de ce discours, Xavier Bettel n'a guère annoncé de mesures concrètes, se retranchant derrière les décisions collectives et assurant que « les moyens [de pression] sont limités ». Il a notamment rappelé son soutien à l'initiative de son homologue néerlandais, Caspar Veldkamp, qui réclamait le 10 mai une révision de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, dont l'article 2 sou-

ligne que ces relations reposent sur « le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques ». Grâce à cet accord, entré en vigueur en 2000 et évalué à 45 milliards d'euros par an, des échanges commerciaux sont facilités, notamment dans les secteurs industriel et agricole. « Si la condition de non-violation des droits de l'homme n'est pas remplie, nous soutiendrons la suspension », a déclaré Xavier Bettel. Une demande finalement entendue quatre jours plus tard : ce 20 mai, la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, a effectivement annoncé le réexamen de l'article 2, « pour vérifier si Israël respecte bien les droits humains et les principes démocratiques ».

Quant à infliger à Israël des sanctions supplémentaires au niveau européen – le Conseil de l'UE a approuvé en juillet dernier des mesures restrictives à l'encontre de cinq personnes et de trois entités (des « colons israéliens extrémistes en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est et des militants violents bloquant l'aide humanitaire destinée à Gaza ») –, cela est dans l'immédiat impossible, en l'absence d'unanimité des Vingt-Sept.

Pas question non plus pour le Luxembourg de reconnaître seul et en l'état la Palestine, même si le ministre table toujours, in fine, sur la solution à deux États. Pour lui, la reconnaissance de l'État de Palestine doit en effet faire partie d'un « package » incluant un certain nombre de conditions en contrepartie, comme l'obtention d'une normalisation des relations

entre les pays arabes et Israël, le désarmement du Hamas, une éducation moins radicale et la tenue d'élections en Palestine. Une reconnaissance symbolique « ne changerait rien », a affirmé Xavier Bettel. « Qu'est-ce que ça a changé depuis que [l'Espagne et l'Irlande] ont reconnu la Palestine ? Rien, ça a eu zéro effet. Et si je reconnais la Palestine, est-ce que j'ai envie d'avoir le Hamas comme interlocuteur à Ramallah ? », a-t-il asséné, acerbe. « Je sais que des partis me le demandent, mais ça ne changera rien », a-t-il poursuivi, avant d'affirmer : « Le temps des symboles est fini, j'ai besoin d'action et d'impact. Plus on sera nombreux, plus on aura d'impact », réitérant ici son espoir dans la conférence internationale pour la mise en œuvre de la solution à deux États, coprésidée par la France et l'Arabie saoudite, qui se tiendra à New York du 17 au 20 juin.

## Pression de la gauche

Xavier Bettel se trouve en effet lui-même sous pression, que ce soit de la part de militant·es propalestiniennes ou des partis de gauche, qui dénoncent la politique étrangère et l'inaction du gouvernement luxembourgeois, alors que plus de 53.600 Palestiniens, au bas mot, ont été tués depuis le début du conflit à Gaza. Suite à la conférence de vendredi, Déi Gréng, dans un communiqué publié le 19 mai, a ainsi tacle le ministre des Affaires étrangères, pointant sa politique du « deux poids, deux mesures » : « Le ministre des Affaires étrangères Xavier Bettel a répété lors [de cette] conférence de presse que la reconnaissance de la Palestine n'aurait rien apporté – mais sa propre passivité n'a pas encore apporté de progrès », ont ironisé les verts. « Alors que la catastrophe humanitaire dans la bande de Gaza continue de s'aggraver et que des milliers de civils souffrent des bombardements, de la faim et des déplacements, le gouvernement luxembourgeois s'en tient à une ligne d'attente et persiste ainsi dans une politique d'hésitation. »

Dernièrement, le LSAP avait également accusé la diplomatie luxembourgeoise d'être « sans cap ni courage »

## 16,7 millions d'euros pour les territoires palestiniens occupés

Le Luxembourg a versé près de 15 millions d'euros d'aides aux territoires palestiniens occupés (TPO) en 2024 et prévoit d'en verser 16,7 millions en 2025, a fait savoir Xavier Bettel, lors de la conférence de presse. Une manière pour le vice-premier ministre, qui est aussi ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, de répondre aux critiques accusant son gouvernement d'« inaction ». En 2024, 8,7 millions d'euros ont notamment été fournis à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), dans le viseur des autorités israéliennes depuis sa création en 1949. Inquiet quant à la situation actuelle de l'agence onusienne, dont le gouvernement israélien veut abolir les activités dans les TPO, et s'appuyant sur les conclusions du rapport Colonna, Xavier Bettel a rappelé vendredi qu'« il n'existe pas d'alternative sur le terrain à l'UNRWA ». Des propos réitérés auprès de Philippe Lazzarini, commissaire général de l'agence, lors d'une entrevue bilatérale mardi 20 mai à Bruxelles.

## SOZIALES

## PENSIONS

# Les mécomptes sociaux d'Ubu roi

Fabien Grasser

**Luc Frieden met le feu aux poudres en décrétant unilatéralement un recul de l'âge du départ à la retraite. Sa ministre Martine Deprez tente d'éteindre l'incendie sans trop convaincre. La grogne enfle dans les rangs de la coalition. Et pendant ce temps, les comptes de la caisse de maladie poursuivent leur dégringolade.**

« C'est le capitaine du 'Titanic' qui s'occupe en priorité du menu du lendemain, alors que son bateau est en train de couler » : Christophe Knebelier file la métaphore pour décrire le projet ubuesque du gouvernement d'imposer une réforme des pensions, sans plus s'inquiéter des comptes plombés de la Caisse nationale de santé (CNS). Explication : les pensions reposent sur un magot de 27 milliards d'euros, soit une réserve de 20 ans si l'on poursuivait sur le mode de financement actuel. La CNS est assise sur moins d'un milliard, et elle risque l'assèchement dans un avenir proche, peut-être dès 2027. « La ministre a un certain talent pour poser les priorités », ironise le secrétaire général adjoint du LCGB. Dans son viseur, Martine Deprez, chargée des portefeuilles de la Santé et de la Sécurité sociale. « La CNS est à moitié coulée, on va droit dans le mur, mais l'urgence serait à une réforme des pensions », soupire Christophe Knebelier.

Son collègue de l'OGBL Carlos Pereira abonde : « Le déficit devrait atteindre 250 millions d'euros en 2027. » Comment stopper la chute ? « En créant par exemple une taxe robot », suggère-t-il, entre autres pistes. Les deux syndicalistes, membres du conseil d'administration de la CNS, ont retrouvé Martine Deprez à l'occasion d'une quadripartite santé à Dudelange, ce mercredi 21 mai, dans l'après-midi. Ils dénoncent l'inaction de la ministre CSV, qui a refilé la patate chaude à son collègue des Finances, Gilles Roth. Hélas, l'ancien député-maire de Mamer est venu à Dudelange sans réelle proposition, semblant parfois découvrir le labyrinthe du financement de l'assurance maladie. Carlos Pereira lui accorde néanmoins le bénéfice du doute : « Il veut entendre nos propositions et nous rencontrer

cet automne, avant la préparation du prochain budget. »

Les pensions et la CNS sont deux dossiers « de la même urgence », avance pourtant Martine Deprez, le matin même, face à la presse, auprès de laquelle elle assure le service après-vente des annonces de Luc Frieden sur les pensions. Lors de son discours sur l'état de la nation, le 13 mai, le chef du gouvernement a décrété un recul de l'âge réel du départ à la retraite, actuellement de 60 ans. Il veut progressivement l'aligner sur l'âge légal, fixé à 65 ans. Dans une stratégie peu lisible, il a court-circuité les « consultations » engagées par le ministère de la Sécurité sociale pour conférer un vernis démocratique à une réforme impopulaire.

Le 13 mai, Luc Frieden a surpris tout le monde en faisant cette annonce. Y compris sa propre ministre ? « J'avais été prévenue en amont du discours », soutient Martine Deprez pour démentir une rumeur devenue tenace ces derniers jours. Tout le contraire du député DP Gérard Schockmel, regrettant à l'antenne de 100.7 avoir été mis devant le fait accompli au moment de la déclaration du premier ministre chrétien-social. « Nous n'avions pas été informés, tout comme nos collègues du CSV,

et je ne suis pas sûr que la ministre l'était », insiste le médecin hospitalier, qui convoitait ouvertement le ministère de la Santé après les législatives d'octobre 2023. « Tous les ministres du gouvernement le savaient », rétorque la ministre. La faute en reviendrait donc à une communication défailante chez ses partenaires de coalition libéraux.

## La conseillère jette l'éponge

Au CSV aussi, les indociles donnent de la voix. La houle est montée lors d'une réunion du comité national ce lundi 19 mai, rapporte un proche du dossier au woxx. Ce que dément Marc Spautz, lors d'une intervention également sur 100.7. Le président de la fraction chrétienne-sociale affirme que la réunion a été conforme à toutes celles auxquelles il assiste depuis 20 ans. Mais, ces derniers mois, l'ancien syndicaliste du LCGB n'a pas caché son désaccord avec la méthode du gouvernement Frieden, qui fait peu de cas du dialogue avec les syndicats, sur les pensions comme sur d'autres sujets sociaux. Il veut néanmoins croire que Martine Deprez saura trouver un terrain de discussion avec les syndicats. Une façon de rappeler une nouvelle fois que lui y tient.

On the Road Again : le front syndical uni (OGBL et LCGB) a sillonné le sud du pays, lundi 19 mai, pour mobiliser en vue de la manifestation prévue fin juin. Luc Frieden assure le service après-vente par ses annonces incendiaires.



Xavier Bettel a dit vouloir « accroître la pression sur Israël ».

et appelé à la suspension de l'accord UE-Israël ainsi qu'à la reconnaissance de la Palestine. Reconnaissance qui affirmerait « une opposition à l'impunité israélienne et un engagement réel en faveur des droits fondamentaux et de l'autodétermination du peuple palestinien » (woxx 1837). À ce jour, 148 des 193 États membres des Nations unies reconnaissent l'État de Palestine, dont 12 pays membres de l'UE.

Lundi 19 mai, les dirigeants français, britannique et canadien ont publié une déclaration commune sur la situation à Gaza et en Cisjordanie, dans laquelle ils « [s'opposent] fermement à l'extension des opérations militaires israéliennes à Gaza ». Tout en demandant « au Hamas de libérer immédiatement les derniers otages qu'il retient », ils s'engagent à prendre des mesures contre Israël si le gouvernement israélien ne met pas fin à la nouvelle offensive, ne lève pas ses restrictions sur l'aide humanitaire et tente d'étendre ses colonies en Cisjordanie. Le député David Wagner (Déi Lenk) n'a pas manqué, dès le lendemain, d'interpeller Xavier Bettel via une question parlementaire, afin de savoir si le Luxembourg se joignait à cette déclaration. À l'heure où nous publions ces lignes, le ministre n'a pas encore répondu.

## SOZIALES

La confusion règne au sein de la coalition sur les pensions, comme au ministère de la Santé. La principale conseillère de Martine Deprez, coordinatrice générale du ministère, a lâché son poste face aux difficultés. Interrogée à ce sujet par le woxx, la ministre n'en fait pas mystère : « Nous avons eu un entretien fin mars, car elle avait du mal à affronter la pression et elle se trouvait en situation d'épuisement professionnel. Elle a rejoint le service juridique, où elle continue à travailler sur les pensions », détaille Martine Deprez, affirmant parler avec l'assentiment de son ancienne conseillère.

Sur le fond de la réforme des pensions, la ministre reste toujours vague et n'apporte pas grand-chose de neuf, si ce n'est qu'elle acte la mort de la pension anticipée. L'allongement de la durée de travail pour accéder à une pension complète s'accompagne d'une augmentation du nombre d'années de cotisations. Le dispositif comptabilisant les années d'étude ou encore les baby-years dans le calcul des annuités est maintenu. Mais il faudra désormais aligner davantage d'années pour bénéficier de la retraite. Combien ? La ministre n'est pas en mesure de le dire avec exactitude, répondant par une formule mathématique alambiquée. Cela pourrait être aussi bien 43 que 45 ans... L'on ne peut donc que s'interroger sur le sens d'une conférence de presse au cours de laquelle elle ne parvient pas à répondre avec précision à la question qui taraude désormais tout le monde : « Combien de temps devrais-je travailler plus pour toucher ma retraite ? »

### Ni progrès ni stabilité

La précédente réforme, en 2012, prévoyait des incitatifs pour pousser les salarié·es à travailler plus longtemps sur la base du seul volontariat. Mais cela n'a pas fonctionné, dit la ministre, l'âge moyen de départ n'étant passé que de 59,4 ans en 2011 à 60,1 ans aujourd'hui. Un gain négligeable face à l'espérance de vie qui s'allonge, selon elle. Si la baisse des prestations de l'ordre de 10 à 12 % attachée à la réforme de 2012 est maintenue, il sera désormais obligatoire

de travailler plus longtemps. Martine Deprez précise qu'un avant-projet de loi sera présenté en Conseil de gouvernement à l'automne pour une entrée en vigueur probable de la réforme en 2027. Comme à l'accoutumée, elle fait l'éloge du dialogue social, contredisant les syndicats, selon lesquels il est, au contraire, en état de mort clinique.

Pour le front syndical uni, réunissant LCGB et OGBL, l'annonce de Luc Frieden est une énième déclaration de guerre aux acquis sociaux. Une nouvelle ligne rouge est franchie, et les deux syndicats donnent rendez-vous aux salarié·es le 28 juin, pour la manifestation nationale qu'ils organiseront ce jour-là à Luxembourg. Du côté des fonctionnaires, la CGFP sort également de ses gonds. « Le faux débat qui a duré des semaines n'a rempli qu'une fonction d'alibi. Les projets de réforme sont depuis longtemps à portée de main, dans le tiroir », s'emporte le syndicat de la fonction publique dans un communiqué. De quoi le pousser également dans la rue le 28 juin ? Rien n'est exclu, fait-on savoir du côté de la CGFP. La proposition sera soumise au prochain comité fédéral, qui se réunira après l'Ascension. Si l'option est retenue, les fonctionnaires viendront grossir les rangs du cortège, au grand dam des partis du gouvernement, qui y puisent une part non négligeable de leur électorat.

Autre désaveu cinglant, celui des jeunes. Qu'il s'agisse des mouvements de jeunes des partis politiques ou d'une organisation plus large comme le Jugendrot, tous ont dégainé des communiqués rageurs pour dire leur mécontentement face à une mesure qu'ils avaient d'emblée rejetée. Le refus du recul de l'âge de départ faisait d'ailleurs l'objet d'un large consensus dans les rendez-vous organisés ces derniers mois. Martine Deprez avait beaucoup misé sur les jeunes dans sa communication, et elle promet de les revoir bientôt, sans plus de garantie de docilité.

Le 13 mai, Luc Frieden avait intitulé son discours de politique générale « Progrès par la stabilité, stabilité par le progrès ». Pour l'instant, le progrès ne penche pas en faveur des salarié·es. Quant à la stabilité, c'est encore loin d'être gagné.

## INTERGLOBAL

RECHTE VON TRANS PERSONEN IN GROSSBRITANNIEN

# Zurück in der Diskriminierung

Text und Fotos: Claire Barthelemy

**Nach Jahrzehnten kontinuierlichen Fortschritts in Sachen LGBTQIA+-Rechte in Großbritannien untergräbt ein Mitte April gefälltes Urteil des Obersten Gerichtshofs nun die Rechte von trans Personen. Deren Alltag hat sich bereits jetzt drastisch verändert.**

Als die „International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association Europe“ (ILGA Europe) vergangene Woche ihre „Rainbow-Map“ veröffentlichte, die 49 Länder nach ihrer Queerfreundlichkeit bewertet, wurde Großbritannien in einem Atemzug mit Georgien und Ungarn genannt. Denn alle drei Länder sind in diesem Ranking zurückgefallen. Das Königreich büßte gleich sechs Plätze ein – von Platz 16 auf 22. Dabei war es vor einigen Jahren noch Vorreiter eines positiven Umfelds für queere Lebensentwürfe in Europa gewesen.

Die neue Einstufung erfolgte, nachdem der Oberste Gerichtshof Mitte April entschieden hatte, dass das Wort „Frau“ sich laut dem britischen Gleich-

stellungsgesetz von 2010 lediglich auf biologische Frauen beziehe. Damit gaben die Richter\*innen einer transfeindlichen Gruppe recht, die gegen das schottische Parlament geklagt hatte. Bei der Klage ging es um ein Gesetz, das den Vorständen des öffentlichen Sektors vorschreibt, bei der Postenvergabe eine Frauenquote von mindestens 50 Prozent einzuhalten. Trans Frauen wurden hier bislang miteinbezogen. Die Entscheidung des Obersten Gerichtshofes wird das nun ändern.

In dem Urteil heißt es: „Das Konzept des Geschlechts ist binär, eine Person ist entweder eine Frau oder ein Mann.“ Lord Hodge, der Vizepräsident des Obersten Gerichtshofs, betonte zwar, das Urteil solle nicht als Triumph einer Gruppe der Gesellschaft über eine andere verstanden werden. Doch transfeindliche Aktivist\*innen ließen vor dem Gericht die Korken knallen. „Frauen können sich jetzt sicher sein, dass die für Frauen vorgesehenen Dienste und Räume auch Frauen vorbehalten bleiben. Wir sind dem Obersten Gerichtshof für dieses Urteil

Das Urteil des Obersten Gerichtshofs bleibt nicht unwidersprochen: Demonstration für die Rechte von LGBTQIA+ -Personen am 19. April auf dem Parliament Square in London.





„Unsere Existenz steht nicht zur Debatte“: Der Protest zur Verteidigung queerer Lebensweisen in Großbritannien formiert sich – Gewerkschaften, Menschenrechtsgruppen und sonstige Aktivist\*innen sind mit dabei.



enorm dankbar“, so Susan Smith, die Gründerin der Gruppe „For Women Scotland“ (FWS), die den Fall vor Gericht gebracht hatte.

Was dies nun jedoch konkret für trans und nicht-binäre Menschen bedeutet, konnte niemand so genau sagen. Die britische „Gleichstellungs- und Menschenrechtskommission“ (EHRC) kündigte an, noch in diesem Sommer neue Richtlinien zu veröffentlichen. Schon jetzt dürften trans Frauen in Orten wie Krankenhäusern, Geschäften und Restaurants keine Frauentoiletten mehr benutzen, so die Kommission. Wie und ob dies durchgesetzt werden kann, ist unklar. Trans-Aktivist\*innen befürchten, dass es zu weiteren Diskriminierungen kommen wird, und zwar nicht nur gegen trans Personen.

### „Mir wurden die schlimmsten Dinge entgegengeschrien; die Leute sind so beleidigend.“

„Es ist mit einem Anstieg der Gewalt gegen Trans- und Cis-Frauen zu rechnen“, so die sich für Rechte von trans Personen einsetzende Organisation „TransActual“. „Wir erhalten bereits Berichte über Angriffe auf Trans-Personen, die ihren rechtmäßigen Aktivitäten nachgehen. Wir wissen auch, dass Anti-Trans-Gruppen häufig nicht zwischen Trans-Frauen und geschlechtsunkonformen Cis-Frauen unterscheiden können.“ Daher seien auch Angriffe auf Cis-Frauen zu befürchten.

„Mir wurden die schlimmsten Dinge entgegengeschrien; die Leute sind so beleidigend“, sagt Jessica Brown, eine trans Frau, gegenüber dem britischen Rundfunksender „BBC“. „Ich denke: ‚Oh Gott, was wird heute passieren? Wird es schon wieder einen körperlichen Angriff geben? Werden es nur verbale Angriffe sein?‘“, schildert sie ihren Alltag. Seit der Entschei-

dung des Obersten Gerichts habe es vermehrt solche Vorfälle gegeben, sagt sie. „Ich gehe nach Hause und weine.“

Obwohl die Richtlinien der Gleichstellungs- und Menschenrechtskommission noch nicht veröffentlicht sind, haben einige Organisationen bereits Konsequenzen gezogen. Ab dem 1. Juni dürfen Transgender-Frauen in England nicht mehr im Frauenfußball spielen, verkündete der englische Fußballverband (FA). Der „England and Wales Cricket Board“ (ECB) hat gleichermaßen bekannt gegeben, dass trans Frauen und -Mädchen ab sofort von Cricket-Wettbewerben für Frauen ausgeschlossen sind. Trans und nicht-binäre Mitarbeitende der britischen Bank „Barclays“ müssen nun auch die Toiletten benutzen, die ihrem biologischen Geschlecht entsprechen. In Online-Communities wie dem Subreddit „r/transgenderUK“ erzählen mehrere Menschen von unangenehmen Erlebnissen mit den Personalabteilungen ihrer Arbeitgeber.

Langsam formiert sich nun der Widerstand. „Translucent“, eine Menschenrechtsorganisation, die sich für Trans-Rechte einsetzt, hat eine Klage gegen die Gleichstellungs- und Menschenrechtskommission eingereicht. Man sei zu dem Schluss gekommen, dass „die Kommission in ihrer Reaktion auf das Urteil des Obersten Gerichtshofs vom letzten Monat zum Status von trans Personen im Rahmen des Gleichstellungsgesetzes rechtswidrig handelt“. Auch die gemeinnützige Organisation „The Good Law Project“ klagt in diesem Sinn. Die Haltung der Regierung und der EHRC erniedrigt Transmenschen, „indem sie diese

zwingt, die falschen Toiletten zu benutzen und völlig Fremden zutiefst persönliche Informationen über ihr Geschlecht preiszugeben, nur um pinkeln zu können“, so der Gründer Jolyon Maugham KC.

### Es wird erwartet, dass die Pride-Paraden in Großbritannien diesen Sommer wieder stärker an die Ursprünge der Protestbewegung erinnern.

Schon kurz nach dem Urteil des Obersten Gerichtshofs war es in mehreren Städten zu Protesten gekommen. In London versammelten sich Tausende Menschen zu einer „Notfall-Demo“ vor dem Sitz des britischen Parlaments und riefen Parolen wie „trans Frauen sind Frauen“ und „Wir wollen Trans-Rechte!“ Unterstützung erhielten sie an diesem Tag auch von vielen Cis-Personen. „Die Rechte der trans Menschen sind bedroht, denn je und deswegen ist es wichtig, dass die LGBTIQ+ Gemeinschaft und die Gesellschaft im Allgemeinen aufsteht und sagt, dass wir dies nicht unterstützen“, meinte etwa eine junge Frau, die gemeinsam mit einigen Freunden an den Protesten teilnahm.

Es wird erwartet, dass die Pride-Paraden in Großbritannien diesen Sommer wieder stärker an die Ursprünge der Protestbewegung erinnern. Bereits jetzt haben die Organisator\*innen der Prides in London, Brighton, Manches-

ter und Birmingham alle politischen Parteien von den Paraden ausgeladen. Diese seien nicht willkommen, solange sie nicht ein „deutliches Engagement für Trans-Rechte“ an den Tag legten. „In einer Zeit, in der die Rechte von Trans-Menschen in Großbritannien zunehmend angegriffen werden, ist unsere Entschlossenheit stärker denn je: Wir werden nicht zulassen, dass Fortschritte zunichte gemacht werden“, so die Veranstalter\*innen.

Viele zeigen sich enttäuscht von Premierminister Keir Starmer von der sozialdemokratischen „Labour Party“, der noch vor drei Jahren mit Regenbogenfahne und glitzernder Gesichtsfarbe mit seiner Frau an der London Pride teilgenommen hatte. Starmers Zurückhaltung mag wahltaktische Gründe haben: Die Rechtspopulist\*innen von „Reform UK“ haben in jüngsten Lokalwahlen gut abgeschnitten und stellen eine ernstzunehmende Konkurrenz für Labour dar. Noch im Jahr 2022 hatte Keir Starmer nachdrücklich betont, dass trans Frauen Frauen seien. Nach dem Urteil des Obersten Gerichtshofs machte er nun einen Rückzieher. „Eine Frau ist eine erwachsene Frau, und das hat das Gericht absolut klargestellt“, sagte er gegenüber dem britischen Rundfunksender „ITV“. Eine Aussage, die ihm zurzeit wohl politisch günstiger erscheint.

Claire Barthelemy arbeitet als freie Journalistin und lebt in London.